

DÉLIBÉRATION n° 2026-57

Portant sur les droits d'inscription différenciés applicables
aux étudiants internationaux extracommunautaires

Point inscrit à l'ordre du jour n° 5

Conseil d'administration du 15 juin 2026

Vu le Code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et L. 712-6-1 ;
Vu les Statuts de l'Université de La Réunion mis à jour le 02 mai 2025 ;

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration valident la motion relative à l'exonération partielle des droits d'inscription différenciés applicables aux étudiants internationaux extracommunautaires.

Le document est annexé.

Résultats du vote électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				30		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	30	contre	0	abstention(s)	0

Fait à Saint-Denis, le 15 juin 2026
Le Président de l'Université de La Réunion



Pr Jean François HOARAU

Transmis au Recteur de la Région académique de La Réunion, Chancelier des universités, le 22 JUIN 2026
Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le 22 JUIN 2026

Motion relative à l'exonération partielle des droits d'inscription différenciés applicables aux étudiants internationaux extracommunautaires

Le Conseil d'administration de l'Université de La Réunion,

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 719-4, L. 719-5 et R. 719-50 ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2026-385 du 19 mai 2026 relatif aux modalités d'exonération des droits d'inscription des étudiants étrangers suivant une formation dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu la stratégie internationale de l'Université de La Réunion ;

Considérant que l'accueil des étudiants internationaux constitue un axe structurant de la politique de coopération, d'attractivité et de rayonnement international de l'Université de La Réunion ;

Considérant que l'Université de La Réunion constitue la principale université française de l'espace indopacifique occidental et qu'elle participe directement aux politiques françaises de coopération, d'influence et de diplomatie scientifique dans cette région ;

Considérant que l'Université de La Réunion accueille ainsi une part importante d'étudiants issus des pays de la zone océan Indien, du continent africain, de l'Asie du Sud et de l'espace indopacifique ;

Considérant que l'application des droits d'inscription différenciés est susceptible de constituer un frein majeur à l'accès à l'enseignement supérieur pour de nombreux étudiants internationaux relevant de ces territoires, en raison notamment des écarts importants de niveau de vie et des contraintes économiques propres aux régions concernées ;

Considérant que cette situation est susceptible d'affecter significativement l'attractivité internationale de l'établissement, la continuité des coopérations universitaires engagées ainsi que la capacité de l'Université de La Réunion à exercer pleinement son rôle d'université française de référence dans l'espace indopacifique ;

Considérant que le décret n° 2026-385 du 19 mai 2026 modifie substantiellement les modalités d'exonération des droits d'inscription, et que dès lors son application non réfléchie est susceptible d'affecter les politiques d'accueil des étudiants internationaux conduites par les établissements, en particulier les universités ultramarines dont l'attractivité repose largement sur les mobilités régionales et internationales ;

Considérant de plus que les dispositions prévues à l'article R. 719-50 du Code de l'éducation permettent aux établissements de mettre en œuvre des exonérations partielles ou totales au regard de la situation personnelle des étudiants concernés ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'administration réaffirme son attachement au principe d'un accès ouvert à l'enseignement supérieur public et exprime ses préoccupations quant aux conséquences potentielles du décret n° 2026-385 du 19 mai 2026 sur l'attractivité internationale des universités françaises, et plus particulièrement des établissements ultramarins.

Le Conseil d'administration approuve donc le principe de la mise en œuvre d'une politique d'exonération partielle des droits d'inscription différenciés applicables aux étudiants internationaux extracommunautaires, dans le respect du cadre réglementaire en vigueur.

Cette exonération partielle conduit ainsi les étudiants concernés à ne s'acquitter que d'un montant équivalent aux droits d'inscription applicables aux étudiants nationaux et aux ressortissants de l'Union européenne.

Le Conseil d'administration rappelle que cette politique participe pleinement :

- à la mission de service public de l'enseignement supérieur ;
- au renforcement de l'intégration régionale de l'établissement ;
- au développement des coopérations universitaires et scientifiques dans l'espace indopacifique ;
- ainsi qu'à l'attractivité internationale de l'Université de La Réunion.

Cette position de principe est adoptée conformément aux dispositions du décret n° 2026-385 du 19 mai 2026 et dans les limites fixées par l'article R. 719-50 du Code de l'éducation.

Le Conseil d'administration demande ainsi au ministère chargé de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace, d'engager rapidement une concertation avec les universités ultramarines afin d'évaluer les conséquences spécifiques de cette réforme sur leur attractivité internationale et d'étudier la mise en place de dispositifs adaptés à leurs spécificités territoriales et à leurs missions de coopération régionale.

Dans l'attente, le Conseil d'administration autorise le Président de l'Université à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de cette orientation, conformément aux dispositions réglementaires applicables.

Motion soumise au vote du Conseil d'administration.